

30 ans de la MRES : une belle clôture !

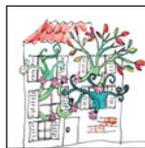
Professionnelles ou pas, quel avenir pour les associations ?
Françoise Holvoet: un triple engagement pour les solidarités
Quelle agriculture pour nourrir le monde ?

3 ■ Édito de Gérard Minet
Valeurs...

4, 5 ■ Regards croisés
Militantes ou
professionnelles:
l'avenir des associations
est-il menacé ?



6 ■ Tribune
Environnement et
Développement Alternatif :
18 années



7 à 10 ■ Dossier 30 ans
30 ans de la MRES: une belle
clôture !



11 ■ Parcours de militant
Françoise Holvoet: un
triple engagement pour les
solidarités



12 ■ Portrait d'asso
Le CARL, club d'astronomie
populaire



13 ■ Echos des réseaux belges
Education à l'environnement
et pauvreté



14, 15 ■ Entre assos
Rubrique des Points
Environnement Conseil:
des papillons dans vos jardins



16 ■ Agenda
D'avril à juin



Poème

En écharpe de vent se livrant au soleil
Emportant les nuages de nos moufles en sommeil
Au dedans d'une terre qui finit de dormir
Le printemps qui s'éveille s'impatiente de venir

Sébastien Mézière

La MRES

La Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et créée en 1978. Au nombre de 113, ses adhérents sont des associations intervenant dans les domaines de la nature, de l'environnement, des solidarités et des droits de l'Homme. La MRES a pour objet de faciliter la vie et le développement des activités des associations adhérentes par :

Le soutien logistique aux associations :

mise à disposition de locaux et des salles de réunion, gestion de moyens mutualisés (accueil, reprographie, affranchissement...).

L'animation de réseau :

information, appui conseil, communication, développement de projets inter-associatifs...

La coordination de l'expression associative

auprès des acteurs institutionnels par exemple.

Les valeurs communes du réseau MRES sont consignées depuis novembre 2001 dans une Charte éthique disponible sur demande.

La gestion du Pôle Associatif Documentaire du Développement Durable, qui abrite deux centres de documentation, ouverts à tous :

- Le Centre Régional d'Information et de Documentation, géré par la MRES (CRID)

Généraliste en environnement naturel et urbain, il offre l'accès à des documents spécialisés, à des publications associatives et à des ressources pédagogiques. Il réalise des produits d'information pour les associations, des partenaires extérieurs et anime le réseau régional de Points Environnement Conseil.

- Le Centre Régional de Documentation et d'Information pour le Développement et la Solidarité Internationale (CRDTM)

favorise la diffusion de l'information, la réflexion sur les pays en voie de développement et sur les liens qui existent entre ces pays et le nôtre.

Horaires d'ouverture

Accueil MRES

L'accueil est ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures Le samedi matin de 9 heures à 12 heures (sauf période de vacances scolaires).

Du 14 juillet au 15 août l'accueil ne sera ouvert que le matin. Permanence téléphonique l'après-midi.

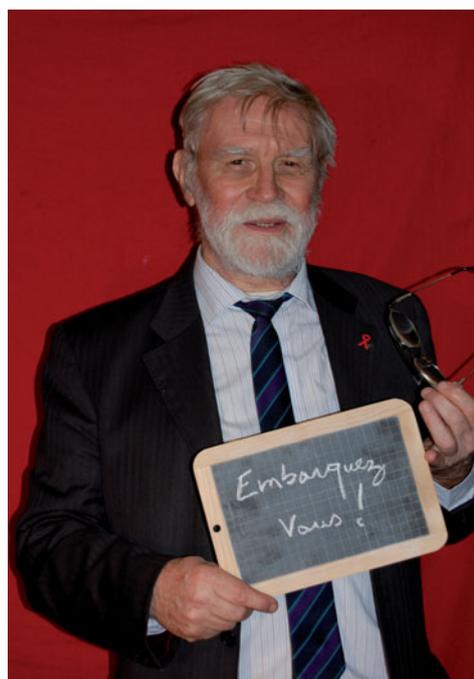
Accueil PA3D

Pour le public: du mardi au vendredi de 14 heures à 18 heures. Le mercredi et le samedi matin de 10 heures à 12 heures.

Pour les associations: du lundi au vendredi de 10 heures à 18 heures, de préférence sur rendez-vous.

Valeurs ...

Nous sommes en crise depuis 1974. Les pétroliers du moyen-orient ont mis fin aux 30 glorieuses et à l'euphorie du capitalisme triomphant à travers l'hypermarché et la multinationale.



L. BARRAS

Edito

L'irruption des puissances orientales dans l'économie mondiale et la dislocation de l'URSS n'ont fait qu'accélérer le désordre de la société libérale. L'économie de marché a donné naissance à l'économie de spéculation et au règne de l'argent. Cet argent qui n'était à l'origine qu'un moyen d'échange devint vite le seul « Dieu » d'une société perdant ses valeurs humanistes héritées du christianisme, du siècle des lumières, du communisme ou des grandes doctrines philosophiques d'Orient.

La crise financière, économique et sociale dans laquelle nous avons plongé l'an dernier montre les limites d'un libéralisme fondé sur l'individualisme, la rentabilité et le profit, l'oppression, le mythe de l'apparence...

A contre-courant des valeurs dominantes

Née en 1978, dans les premières années de la crise, la MNE/MRES a su au cours de ses 30 ans d'existence s'affirmer à contre-courant des valeurs dominantes de l'ultra-libéralisme. Maintenir l'équilibre entre l'Homme et la Nature, faire du citoyen le maître de son destin, exprimer la solidarité des hommes et des peuples : telles ont été les valeurs qui ont en permanence orienté l'action de notre MRES...

Plus que jamais cette lutte est d'actualité. Elle passe par l'action pour la Paix - pour une paix juste et durable à Gaza notamment - par une action contre la faim que la crise rend encore plus nécessaire, par la revendication d'un nouvel ordre international fondé sur le respect de la planète et des Hommes, par le développement du militantisme et de l'action bénévole solidaire.

Nous ne sommes pas naïfs et utopistes au point de nier radicalement le rôle de l'argent. Mais nous lutterons sans relâche pour empêcher qu'il soit LA valeur et LE culte de référence d'un monde qu'il faut désormais reconstruire.

Ce numéro du 23 illustre concrètement le sens de notre action.

Gérard Minet

La phrase qui folichonne

*Pendant que les
sages cherchent
le pont,
les fous passent la
rivière.*

Proverbe croate

Militantes ou professionnelles : l'avenir

Le paysage social et environnemental représente un vaste chantier pour les associations, pourtant fragilisées actuellement. Ont-elles légitimité à assurer des services d'intérêt général, créateurs d'emplois ?

La contribution des salariés au projet associatif est-elle suffisamment reconnue ? La gestion des emplois fait-elle oublier le fond de l'engagement associatif, le projet de l'association ? Engageons le débat !



Dans le milieu associatif, tout n'est pas rose. Des emplois jeunes ont été embauchés par dizaines dans certaines grosses associations, qui n'ont pas joué le jeu : elles n'ont pas de convention collective ! Pourquoi considère-t-on qu'on est un secteur à part du point de vue du droit du travail ? Pourquoi n'y a-t-il pas de convention collective, pas de syndicat dans les associations ? »

Gérard Bonnière – Atelier Populaire d'Urbanisme du Vieux-Lille – propos recueillis par Patricia Hanssens

Soutenir

L'APU Vieux-Lille, subventionnée et combative

« A l'APU Vieux-Lille, on se bat pour garder les subventions et ne pas passer à des financements sur appels d'offres. Cependant, alors que nous étions 5 salariés en 2005, nous ne sommes plus que 3 actuellement, le désengagement de l'Etat nous a obligés à licencier.

Nous assurons un travail que les collectivités ne savent pas faire : l'accueil et l'accompagnement de familles en difficultés de logement, les actions militantes et collectives. Nous avons un contact proche avec elles. La collectivité a lancé un appel d'offres pour aider les familles à remplir les dossiers dans le cadre du droit opposable au logement. Si la structure retenue l'est pour des motifs financiers, elle va rencontrer la personne pendant une demi-heure, et basta ! En ce

qui nous concerne, nous allons la rencontrer plusieurs fois pour bien identifier ses besoins, l'orienter vers une action collective...

C'est ce qui nous distingue du service public comme du privé : notre militantisme.

Le problème actuel, c'est l'instrumentalisation des associations payées au rabais. Demain, si les associations disparaissent, ce travail de proximité ne sera plus fait.

Dans les années 90, un salarié n'était pas forcément militant. Aujourd'hui, on ne peut pas être salarié sans être militant. Nous avons des conditions de travail de plus en plus difficiles : les bénévoles exigent des salariés ce qu'on n'exigerait pas dans un autre cadre.

L'avenir des associations non inféodées aux pouvoirs en place est menacé par nature : la plupart des élus, institutions et décideurs économiques s'accommodent mal de leur indépendance de parole et d'action. Fort heureusement, les associations libres correspondent à un besoin populaire et démocratique fondamental : comme les plantes sauvages bien adaptées à leur milieu, elles renaissent toujours des coups de gel qu'on leur impose. Ce qui est menacé n'est pas leur existence, c'est leur capacité à assurer des missions désintéressées pour le bien public, leurs créations d'emplois en économie sociale, leur volume d'impact progressiste sur le milieu naturel et le milieu social, par assèchement des aides qui leur sont concédées. Nous affrontons, dans ce domaine, des années difficiles marquées à la fois par le recul des aides publiques et la montée générale des égoïsmes, mais le cap ne varie

des associations est-il menacé ?

Les associations, les subventions, l'emploi et l'indépendance !

pas, et les bénévoles restent l'une des meilleures valeurs-refuges de cette société en faillite sur tous les plans.

Une autre arme de destruction massive du dynamisme associatif est la multiplication des tâches administratives, formulaires à remplir et démarches chronophages. Redisons-le fortement : ce n'est pas pour servir de suppléments aux administrations envahissantes que les citoyens prennent un engagement associatif, mais bien pour construire la société progressiste que les pouvoirs en place sont incapables de concrétiser.

Le savoir-faire associatif est le mieux adapté, le plus économique, le plus efficace et le plus proche du terrain pour réussir. La mission de toutes les administrations, au regard de cette utilité publique irremplaçable, devrait se résumer en un mot : soutenir.

La prise en charge des cuisines et traductions administratives, la reconnaissance comptable du bénévolat associatif, et des taux d'aides conformes aux missions de service public sont aujourd'hui les formes les plus nécessaires de ce soutien légitime. L'urgence écologique et sociale fait devoir aux décideurs d'aller vite en ce sens.

Alain Trédez – Centre d'Education Nature du Houtland

Biblio

Disponible à la MRES

La France associative en mouvement

Centre d'Etude et de Recherche sur la Philanthropie, 2007

Comment partager une ressource bénévole qui n'est pas inépuisable ? Comment partager les financements des collectivités publiques ? Allons - nous vers une concurrence de plus en plus vive entre ces associations ?

Les Pouvoirs Publics ont « besoin » des associations « employeuses » pour que soient menées sur le territoire des actions qui contribuent à leurs politiques ou qui pallient les carences. On peut parler alors de dépendance mutuelle, mais pas forcément d'égalité. Comment essayer de sortir de ce cercle qui pousse les associations à avoir une approche plus économique que militante, les financeurs à « instrumentaliser » les acteurs de terrain, ... ? La première piste est déjà en place : la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens. Elle pourrait être généralisée davantage et tendre vers des partenariats multiples (Etat-Région-Département, par exemple). Cela permet de « sécuriser » tant l'association que les actions menées.

Je voudrais avancer une seconde piste, plus escarpée, qui pour autant a déjà été explorée. C'est l'aide à l'emploi en lien avec l'aide à l'action. L'aide à l'emploi serait sur une ligne budgétaire spécifique

pour les emplois associatifs et l'aide à l'action sur une autre ligne à laquelle les associations de bénévoles pourraient aussi prétendre, mais là, de manière bien plus égalitaire. Dans le système actuel on ne fait pas la différence entre une subvention de 10 000 euros octroyée à une association ayant des salariés et dix aides de 1 000 euros pour dix projets associatifs portés par dix associations de bénévoles.

C'est pour cela qu'il me semble important de distinguer ces aides pour une partie des subventions. C'est le chemin qu'avait commencé à prendre les Emplois-Jeunes, c'est d'une certaine manière le système des postes FONJEP. Cette piste mérite certainement d'être analysée plus finement et débattue plus largement. C'est un début de proposition, qui vient alimenter la réflexion sur le devenir des associations, de leurs projets, de leurs salariés, quand elles en ont.

Roch Jullien, Président du CPIE Villes de l'Artois.

Une association sans salarié ?

Depuis sa création en 1990, EDA (Environnement Développement Alternatif) fonctionne sans salarié. C'est un choix. Peut-être d'abord dicté par notre flemme : courir après les subventions nous épuise et nous ennuie. Nous ne le faisons qu'au coup par coup, bien obligés pour financer nos projets ! Et n'avons pas vraiment envie d'apprendre à faire mieux. Choix probablement aussi lié à notre rapport à l'argent : nous prenons peur devant le temps et l'énergie nécessaires pour trouver les moyens d'assurer un salaire, chaque mois, et dans la durée. D'accord : c'est du « ressenti », rationnellement très contestable, mais ainsi, plus légers, nous nous

sentons plus indépendants. Moins fragiles aussi en cas de raréfaction financière.

Ce fonctionnement est possible en raison des modes d'action que nous avons choisis : sensibilisation et information d'une part, participation à des instances de concertation d'autre part. Avec l'appui de la MRES, des bénévoles peuvent s'en sortir. Il a des contre-parties : un fort niveau d'implication des militants est nécessaire. Et des faiblesses : le côté un peu brouillon de notre communication, par exemple. Mais pour le moment, nous préférons rester des amateurs, à tous les sens du terme !

Mireille HAVÉZ, Environnement et Développement Alternatif

Suite du dossier : Professionnelles ou pas, quel avenir pour les associations ?

Difficultés associatives

Près de 2 millions de salariés, 14 millions de bénévoles et plus de 180 000 structures employeurs pour un budget de 60 milliards d'euros : le secteur associatif est devenu l'une des premières forces collectives du pays aux côtés de l'industrie automobile et de l'agriculture. Les associations animent des projets partout en France au service de la vie quotidienne de la population.

Et alors ? quel est le problème me direz-vous ? Aujourd'hui, les politiques conduites par le gouvernement fragilisent les associations. Ils les réduisent à un simple rôle de sous-traitants « prestataires » contrôlés au regard de critères de performance économique...

Les conséquences sont nombreuses sur l'emploi associatif qui se dégrade rapidement : pertes d'emplois, salaires en baisse... De nombreux responsables associatifs se sentent piégés. Ils usent leur énergie à sauver l'emploi plutôt qu'à réaliser les projets pour lesquels les associations ont été créées.

Pourtant, ces emplois se sont développés pour répondre à des besoins sociétaux et environnementaux forts soit par délégation directe des pouvoirs publics (pour réduire le coût d'un service), soit pour répondre aux besoins de la population non satisfaits. N'oublions pas, non plus, que les associations sont (et ont été) le bras armé des politiques de l'emploi de gauche comme de droite. Celles-ci ont été régulièrement sollicitées par les gouvernements pour embaucher en contrats aidés des personnes dites « éloignées de l'emploi » avec pour objectif la pérennisation de ces emplois. Aujourd'hui, ce rôle d'intérêt général des associations et de l'emploi associatif n'est pas (plus) reconnu par nos décideurs. Les associations sont perçues comme des « ponctionneurs » de l'argent public. Face à ce constat, des salariés associatifs (responsables ou non) et des bénévoles ont constitué un collectif. Son objectif : la reconnaissance des emplois associatifs et de leur utilité sociale.

Olivier Noël – salarié MRES
Plus d'infos :
salariesassociatifsnpdc@yahoo.fr

Environnement et Développement Alternatif : 18 années d'engagement !

La parution du 100ème numéro de Bouffée d'Air, notre magazine bimestriel coïncide avec les 30 ans de la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES).

EDA, « bien dans la MRES », a souhaité marquer l'événement à sa façon en publiant une exposition sous forme de livre qui retrace un parcours de 18 années d'engagements militants.

L'inventaire « EDA - 1990-2008 », est terminé et au final ? Deux remarques :

- le souci de la qualité de l'environnement et de la santé des habitants de la Planète reste le pôle majeur de ces 18 années d'actions, d'engagements
- le constat d'une évolution positive des relations entre les différents acteurs de territoires, surtout à l'échelon local.

La spécificité des acteurs associatifs est souvent qualifiée de « pragmatisme pertinent ». Cependant, en contre partie, les militants ont le sentiment de s'éloigner d'un public avec lequel il n'y a pas si longtemps encore ils avaient davantage de liens, d'échanges, davantage de temps pour dialoguer : « internet » a changé la donne !

D'un côté l'expertise associative est de plus en plus sollicitée, ce qui est valorisant... de l'autre, la perte de contact avec « les gens » pose question.

Se rapprocher des habitants

La gouvernance participative est de notoriété officielle, Convention d'Aarhus oblige, mais, dans les faits, surtout au niveau national et notamment pour des choix majeurs (choix énergétiques notamment, c'est encore loin d'être le cas. Mais, si les acteurs de terrain, les habitants s'y mettent, croient en leur influence et surtout en

leurs compétences, alors c'est réellement de « coproduction » de solutions dont il pourrait s'agir peu à peu entre les instances locales, nationales, les collectivités et les habitants !

Le challenge EDA pour 2009 ? Renouer des liens avec les « gens » tout simplement. Nous participerons aux rencontres organisées dans les quartiers sur des thèmes divers, écouterons ce que disent les habitants, entendrons leurs craintes, leurs avis. Ce n'est qu'à partir des témoignages, des échanges avec ceux qui sont concernés, ce n'est qu'en recueillant leurs avis et propositions que les solutions les plus appropriées contribueront à améliorer les projets de la Ville en matière d'habitat, de qualité de l'air intérieur/extérieur, d'offres de mobilité pour un choix réel, adapté aux besoins de chacun.

Anita Villers, Présidente d'Environnement et Développement Alternatif

Biblio

Disponible à la MRES

Les expositions d'EDA : HLM nature, Atelier nature autour de la rénovation d'un quartier, L'eau enjeu du XXI^e siècle, L'énergie au cœur du développement durable, Tourisme et développement la fin des colonies de vacances, Transports pour un choix réel !, Halte aux gachis

Une belle clôture pour un anniversaire mémorable

Près de 300 personnes ont assisté à tout ou partie de la journée du 21 janvier qui clôturait l'anniversaire de la MRES au Nouveau Siècle à Lille. Placée sous le double signe du développement durable et de la citoyenneté, cette journée a permis d'aborder ces sujets par différentes entrées.



Trente ans, pour Danielle Poliautre c'est le bel âge: « La MRES n'est pas une vieille fille mais une jeune maman. J'espère qu'il y aura encore de beaux bébés ». Et c'est un accueil original et décontracté qui attendait les visiteurs. Quelques courts sketches jouaient sur les noms des associations tandis qu'un crieur public circulait dans la foule avec son porte-voix.

Il s'agissait de créer un moment privilégié réunissant tous les partenaires de la MRES, acteurs de l'environnement et des solidarités réunis pour les deux tables rondes de la matinée. « Aux environnementalistes était proposée une ouverture sur l'international, et aux militants de la

solidarité, on proposait de s'ouvrir sur la biodiversité », rapporte Yves Macquet, de l'association Le Pas de Côté.

Car les démarches des membres du réseau de la MRES, pour toutes particulières et originales qu'elles puissent être, convergent autour des valeurs de développement durable, de citoyenneté, de coopération... Convergence souhaitable et même nécessaire au regard d'enjeux planétaires. « La MRES, c'est pas seulement la défense des fleurs et des petits oiseaux. C'est surtout un projet politique de développement de la planète » recadre ainsi Gérard Minet, le président de la MRES.

Et d'enjeux globaux il est question lors de la conférence de Gustave Massiah, président du CRID France (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement), réseau de 54 associations de solidarité internationale. La grande figure de l'alter mondialisme resitue la MRES dans le mouvement social qu'il soit

local, national ou international.

Mais la solidarité n'est pas uniquement géographique. Elle se fait aussi à travers les générations, et c'est ce que martèle Emmanuelle Latouche, la très remontée directrice de la MRES : « Qu'on laisse un peu les enfants tranquilles ! On leur fait trop porter les responsabilités de nos propres choix de société. L'effort doit être collectif, ils ne doivent pas porter tout ce que nous refusons de faire »

Après une pause déjeuner - bio bien sûr - un court-métrage intitulé « La MRES, à quoi ça sert ? » est projeté, précèdent les interventions des partenaires institutionnels et la table ronde sur la place de la diversité associative

« La MRES, c'est surtout un projet politique de développement de la planète »

Gérard Minet, président de la MRES.

au sein de la Cité. Car sur cette chose publique, et en collaboration avec d'autres acteurs, notamment politiques, les associations ont une place essentielle à occuper. Forces de proposition, elle sont aussi forces d'innovation et relais démocratiques.

Attirant un public varié, au-delà des membres du réseau MRES, la journée a été l'occasion de réaffirmer la place que la MRES et ses enfants sont parvenus à occuper dans le paysage militant, coordonnant et reliant les volontés d'agir pour un monde solidaire et durable. La MRES aura encore de nombreux autres gâteaux d'anniversaire à souffler.

Florent Dupuis



Des tables rondes qui se plient en trois

Transversalité : tel était le mot d'ordre de ces tables rondes qui ont permis d'aborder les thèmes de préoccupation des associations du réseau MRES avec leurs partenaires et leurs militants. Au fil des discussions, l'écologie et les solidarités ont clairement montré leurs interdépendances !

Nature, biodiversité... toujours au cœur du développement durable ?



Un débat matinal animé et « riche » sur la biodiversité

Les moyens consacrés à la défense de la biodiversité ont diminué, constatent les intervenants de cette table ronde. Or, comment promouvoir le développement durable sans s'intéresser à ce problème ?

Les choix politiques d'aménagement du territoire ont un impact direct sur la biodiversité. L'exemple récent du contournement de Borre-Pradelles l'illustre : pour ménager la sécurité des riverains et les zones cultivées, le département a choisi de détourner la route sur des zones naturelles, quitte à détruire 3 zones humides. L'enjeu principal est de faire comprendre à la population l'importance de la biodiversité. Sans être miraculeuses, des mesures compensatoires permettent de favoriser la protection de la nature.

La perte de la biodiversité est peu visible, elle a pourtant des impacts économiques mesurables. Les associations du réseau MRES pointent depuis plusieurs années les contradictions entre les choix politiques agricoles et les enjeux écologiques. Il est donc essentiel que de vraies politiques naturalistes soient déclinées sur les territoires.

Les enjeux de démocratie participative et de protection de la nature sont repris par Emmanuel Cau du Conseil Régional qui souligne la rupture du lien homme / nature ainsi que l'absence d'outils comptables sur la biodiversité. Un mouvement associatif naturaliste fort est nécessaire pour faire pression sur les politiques.

Il est donc nécessaire de « prévenir plutôt que guérir », notamment en conditionnant les aides publiques au respect de l'environnement. Des actions sont déjà menées par les associations de la MRES, visant entre autres à lutter contre la méconnaissance et la peur de la nature.

Les questions dans la salle ont permis de soulever d'autres points : l'importance de se préoccuper non seulement du maintien de zones humides, mais aussi de zones agricoles pour développer une consommation locale et de saison, ou la pertinence d'augmenter les zones de droit côtier pour protéger les 50km de littoral de la région.

Judicaël Potonnec et Florent Dupuis



Richesse et diversité associatives : quelle place dans la vie de la cité ?

Cette table-ronde de fin de journée riche, variée, animée et torturée, mit en évidence une chose : le débat ne fait que s'ouvrir !

Le regard d'un philosophe nous a d'abord fait planer sur le cheminement du droit associatif et sur l'importance d'une réflexion collective comme force de transformation sociale. Du temps des philosophes antiques, les libertés ne s'appliquaient pas à tous sans exception mais à chacun en particulier. La forte stratification sociale de la cité ne laissait alors aucune chance à un hypothétique « tous ensemble ». La nouvelle Liberté d'association reconnaît l'individu comme une force de changement, d'amélioration de la société par une réflexion collective. Comme Rousseau le défendait : il faut « modifier les choses, ensemble ».

Développement durable : mais où se cachent les solidarités ?



Le crieur égrène les événements MRES à ne pas rater en 2009 !

Merci à la loi 1901, aujourd'hui retour à la réalité : modifier les choses ensemble, chacun de son côté ou les uns contre les autres ? L'évolution concurrentielle des réglementations inquiète le secteur associatif ; le bénévolat n'est toujours pas reconnu à sa juste valeur ; de nombreuses associations sont préoccupées par le maintien de l'emploi de leurs salariés alors que certaines se sentent prises au piège de la gestion d'emplois qui se sont pérennisés alors que leurs projets n'ont plus de raison d'être... Qu'en disent les collectivités ? Dans certains cas, elles soutiennent le secteur associatif au titre du principe de subsidiarité elles financent dans la durée les associations pour qu'elles continuent à bien faire ce qu'elles savent déjà faire. Dans d'autres cas, malgré la règle de l'appel à projet, elles soutiennent des projets associatifs et tiennent à conserver des liens privilégiés de concertation.

A l'heure où les banques et l'industrie automobile viennent quémander des subventions publiques, les associations doivent rester mobilisées et interroger leur projet et leur fonctionnement car de nombreuses réponses à la crise de sens actuelle émergeront à coup sûr du tissu associatif.

Vincent Tanguy et Noémie Coppin

Crise alimentaire, déforestation, changement climatique... notre planète étouffe ! Et nous commençons à en subir les conséquences aux quatre coins de la Terre : montée du niveau de la mer, réchauffement climatique, sécheresse et catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes.

Le CRDTM* lance le débat : peut-on agir de manière efficace sans prendre en compte la dimension planétaire du problème ?



Les associations le savent, il faut trouver des solutions en pensant global ! Depuis la campagne « Agir contre le GATT » de 1993, les combats pour une agriculture durable se sont élargis pour intégrer la solidarité avec les populations du Sud avec le soutien de la Confédération paysanne. Il faut favoriser les circuits courts et une agriculture plus respectueuse de l'environnement et des personnes.

Si la solidarité n'est pas suffisamment prise en compte, elle s'imposera ! Les migrations climatiques, les coûts de l'impact sur la biodiversité et des catastrophes naturelles seront inévitables et il faudra impérativement trouver des solutions, ce qu'affirme le

CADTM**. Les études de l'ADEME participent à la recherche de solutions. Les préconisations ? Il faut agir sur les causes et non sur les effets ! Première cause des problèmes environnementaux : la consommation de masse. Dans nos sociétés contemporaines, on associe souvent l'abondance au bonheur, et pourtant, cela risque de causer le malheur des générations futures et des populations du Sud. Alors il faut agir : éduquer, adopter de nouveaux comportements, et changer notre mode de vie sans que cela devienne contraignant.

Mais le Sud connaît déjà les conséquences du réchauffement climatique. Lutte contre la déforestation, la sécheresse, et la perte de biodiversité... Le Conseil Régional soutient nombre d'actions dans ces domaines. La nécessité d'agir et d'être solidaire envers les populations du Sud est évidente ; chacun a son rôle à jouer que ce soit au niveau individuel ou en soutenant les associations.

Stéphanie Héron

*Centre régional de Documentation et d'information pour le développement et la solidarité internationale

** Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde

Biblio

Disponibles à la MRES

■ Biodiversité et développement durable

Yann Guillaud - Ed. UNESCO, 2008

■ Le développement durable : Enjeux politiques, économiques et sociaux

Catherine Aubertin ; F-D Vivien
La Documentation Française, 2006

■ Dialogue territorial : les associations sont-elles (suffisamment) écoutées ?

TERRITOIRES, 2006

Gustave Massiah : « La MRES, une expérience qui dure... »

Gustave Massiah préside le CRID France, réseau de 54 associations de solidarité internationale parmi lesquelles Greenpeace, la Ligue des Droits de l'Homme, le Secours Populaire, les Amis de la Terre... Il est également le fondateur du réseau RELACS (Réseau des Lieux Associatifs de Création et de Solidarité). Intervenu le 21 janvier dernier, il a salué en la MRES l'illustration de la diversité du mouvement social d'aujourd'hui.

Lorsque Gus Massiah s'installe à la tribune, l'estrade se vide : sur les rangées alignées de chaises bleues, les oreilles se concentrent, les dos se redressent et les pupilles pétillent. Barbe blanche, grands yeux brillants et gestuelle animée, on écoute avec attention cette haute figure de l'altermondialisme.

Gustave s'envole pour Belem et son forum social dans quelques jours, mais il a pris le temps de venir à Lille pour voir la MRES souffler ses 30 bougies. Car l'ancienne MNE, comme sa langue de vieux militant se plaît encore à fourcher, cherche des réponses au quotidien à toutes les dimensions de la crise actuelle. Une crise à la fois sociale, économique, écologique, géopolitique et démocratique.



La MRES s'attaque à la toiture entière

C'est d'abord une expérience qui dure, contrairement à d'autres structures du même type dans l'hexagone. Depuis 30 ans, la MRES soutient toutes les luttes. La solidarité internationale, sans exotisme, comme un prolongement de la solidarité locale. L'écologie, refusant toute contradiction entre enjeu environnemental et enjeu social. L'économie sociale, comme un outil actif de transformation politique et sociale, à l'instar des mouvements actuels en Amérique Latine.

La MRES illustre et défend toute la diversité du mouvement social d'aujourd'hui. Au lieu de changer une à une les tuiles d'une toiture sociale pourrie, la MRES fait le choix d'un grand chantier et



s'attaque à la toiture entière. Car nulle exploitation n'est plus urgente qu'une autre. « La MRES est un lieu fédérant l'ensemble des composants du mouvement social pour une lutte globale », lance Gustave Massiah. Car le changement n'est pas abstrait, il se concrétise dans des lieux : la MRES est l'un de ces lieux où se façonnent les nouveaux rapports sociaux, bâtisseurs de notre monde de demain.

Eviter la pente glissante de l'administration ou de l'entreprise

En qualité de tête de réseau, la MRES est au cœur des contradictions du mouvement associatif. Et notamment le défi de continuer à grandir et d'enfanter de nouveaux bébés en restant elle-même. Conserver son langage, son projet et ses idéaux sans bifurquer sur les pentes glissantes de l'administration ou de l'entreprise.

Une indépendance que la MRES a toujours su conserver, selon Gus. En pesant sur les institutions locales sans se faire phagocyter par ses partenaires. Associations et collectivités locales, un rapport crucial pour le changement social. Car depuis une décennie, la balle du changement échappe de plus en plus aux mains des entreprises et de l'Etat.

S'improvisant sinisant, Gus explique que le caractère chinois pour « crise » se compose de l'idéogramme du « grand danger » et de celui de la « grande opportunité ». Une dualité porteuse d'espoir, lorsque la crise peut permettre une remise en question salutaire de notre système économique, social et politique. Jeune trentenaire idéaliste mais aux mains pleines de cambouis, la MRES s'y engage sans vaciller et part au devant des défis que lui promet son avenir de quadra.

Noémie Coppin

Françoise Holvoet : un triple engagement pour les solidarités

Après de longues années dans l'enseignement, Françoise Holvoet se consacre désormais avec son mari Robert (président du CRDTM*) à la vie associative. CCFD**, CRDTM, Artisans du monde, son engagement n'est plus à prouver. En janvier, Françoise Holvoet est allée au Forum Social Mondial à Belem, un rassemblement porteur d'espoir.



THOMAS LARQUEMAIN

exemple. C'était une autre manière d'aborder le rapport du monde et de la nature.

Le 23 : Quelles sont les valeurs que vous défendez ?

D'abord le soutien aux populations du Sud. Le CCFD et Artisans du monde aident ces gens qui ont une telle dignité humaine, qui relèvent toujours la tête pour rebâtir. Je crois aussi dans l'aspect concret des plaidoyers. Les pétitions sont très importantes, elles réunissent les citoyens pour alerter les décideurs et faire respecter les DESC (droits économiques, sociaux et culturels). Enfin la troisième valeur forte, c'est l'idée «qu'ensemble, on peut agir». Les réseaux d'associations sont indispensables à la recherche de justice et de paix.

Le 23 : Vous étiez au Forum Social Mondial (FSM) à Belem au Brésil, quels sont les thèmes qui ont été abordés ?

Nous étions aux confins de l'Amazonie, il a donc d'abord été question de l'avenir des peuples indigènes et de la forêt amazonienne. Cette surexploitation due à la culture de la canne à sucre et du soja doit interpeller toute la planète. Le FSM a soulevé les problèmes de migrations de population, des ressources alimentaires et énergétiques liées à l'agro-carburant. La crise financière est perçue comme une menace, mais c'est aussi l'opportunité de rebondir.

Le 23 : Quelles étaient vos impressions à l'issue de ce rassemblement ?

J'ai eu le sentiment de côtoyer la terre entière. Les 133 000 participants se sont retrouvés unis dans la diversité sur des problèmes communs. On apprend de l'autre et ça permet de rendre visible la force de la société civile. Ce nouveau citoyen qui s'implique dans les enjeux mondiaux et interpelle les pouvoirs politiques est essentiel. Cinq chefs d'états d'Amérique du sud tel que Lula sont intervenus en marge du forum pour affirmer qu'ils étaient le fruit du mouvement altermondialiste.

Le 23 : C'est un message d'espoir ?

Oui, le FSM compte de plus en plus de jeunes qui sont responsables d'ateliers. Le mouvement ne peut pas s'essouffler. Il se décline à l'échelle locale, comme la campagne menée par Artisans du monde, «l'agriculture est malade, soignons la PAC». Nous avons écrit aux responsables politiques pour les faire réagir.

Le 23 : Votre engagement est-il toujours intact ?

J'ai souvent envie d'arrêter mais je continue, le fait de ne pas être seule permet de retrouver du dynamisme. J'agis modestement à mon échelle pour plus d'humanité, avec une remise en cause et un enrichissement inattendu.

Propos recueillis par Thomas Larquemain

* Centre régional de documentation et d'information pour le développement et la solidarité internationale

** Comité Catholique contre la Faim dans le Monde.

Le 23 : D'où vient votre engagement pour la nature et l'environnement ?

Mon engagement au sein des trois associations ne peut être dissocié, il a du sens grâce à mes études et ma vie professionnelle. J'ai étudié les sciences de la vie et de la terre au sein de l'université des sciences dans les locaux actuels de la MRES. J'ai été enseignante pendant six ans en collège et lycée, au moment où les premières notions d'écologie apparaissaient. Mon but était de faire prendre conscience aux élèves de la nature et que l'homme fait partie de cette nature. J'ai formé pendant plus de 25 ans des professeurs des écoles. La connaissance scientifique rigoureuse est nécessaire pour comprendre le monde.

« La surexploitation de l'Amazonie doit interpeller toute la planète »

Cependant elle a besoin d'autres disciplines (histoire, mathématiques, éducation à l'environnement...). J'ai ainsi travaillé en partenariat avec des spécialistes du musée d'histoire naturelle, et avec les ressources du CRDTM et de la MRES par

Le CARL, club d'astronomie populaire

Le CARL (Club Astronomique de la Région Lilloise) a pour ambition de faire découvrir l'astronomie à un large public, pour lancer la tête dans les étoiles tout en gardant les pieds sur la Terre.

Depuis la fin des années soixante et la diffusion médiatique des premières images de la planète Terre vue depuis l'espace, s'est produit un formidable développement de l'astronomie populaire accompagné de l'éveil de la sensibilité écologiste. La Terre n'était finalement qu'un fragile vaisseau spatial perdu dans l'univers... C'est un peu dans ce contexte que s'est créé le Club Astronomique de la Région Lilloise à l'initiative de quelques lycéens passionnés par l'observation du ciel et l'épopée du programme Apollo. L'entrée dans la vie active de nos lycéens et la poursuite d'études supérieures se sont traduites par une hibernation de l'association jusqu'en 1984. A cette date, l'association a mis fin à cette parenthèse à l'instigation de quelques « anciens » en précisant d'emblée son double objectif : « Découvrir & faire découvrir l'Univers ».

Le CARL trouve un toit à la jeune MNE courant 1985. L'année suivante, le retour, prévu de longue date, de la comète de HALLEY sera l'occasion de proposer de nombreuses animations publiques. A l'automne 1986, les premiers cours d'initiation à l'astronomie verront le jour. Depuis cette époque, le CARL s'est développé régulièrement, des

structures se sont créées pour offrir à chacun la possibilité d'être actif au sein de l'association. Il a rassemblé jusqu'à 120 membres en 1999, année de l'éclipse totale de Soleil.

Sortir du ghetto du savoir académique

C'est sans conteste la grande spécificité de notre association que de vouloir sortir les activités scientifiques du ghetto du savoir académique. Cette démarche d'éducation populaire veut résolument démythifier les rapports aux savoirs en considérant que la science n'appartient pas à ceux qui « savent » mais est le bien de tous. Chacun a sa propre représentation du monde et celle-ci est respectable en tant que telle. Pour diffuser cette culture scientifique, contribution fondamentale à l'éducation et à la formation des citoyens, le CARL emprunte deux chemins qui souvent se croisent.

Au chapitre « Découvrir », on trouve des moments de partage des connaissances quasi hebdomadaires, sortes d'« auberges espagnoles » basées sur l'échange et le questionnement. C'est aussi

l'accueil des novices : nul besoin de connaissances scientifiques pour débiter en astronomie, il faut seulement un peu de patience et beaucoup de curiosité.

Au chapitre « Faire découvrir », on se situe au centre d'une démarche d'éducation populaire visant à une meilleure compréhension du monde.

La diffusion de la culture scientifique est devenue un enjeu de société. L'astronomie, en répondant à des questions fondamentales, est un remarquable vecteur de communication pour les sciences, dont on dit que c'est la plus ancienne. En révélant la dimension de l'Homme dans l'Univers et la fragilité de l'environnement unique dans lequel il évolue, elle interpelle chacun de nous. La Terre est un grain de poussière dans l'espace mais c'est aussi notre fragile maison commune dans ce vaste Univers. Pas question d'envisager un déménagement (cf. illustration couverture) !!!

Jean-Paul Rousselle – CARL

Au firmament de 2009

L'UNESCO a déclaré 2009 **Année Mondiale de l'Astronomie (AMA09)**. Parmi les milliers de projets déposés le CARL a proposé le sien intitulé « **Les étoiles au pays du p'tit Quinquin** ». Ce projet a reçu le label « AMA09 » attribué par le comité d'organisation français.

Prochaine observation : le mardi 5 mai 2009 à la Ferme du Héron, Villeneuve d'Ascq

Jérôme Bailly de Radio Scarpe Sensée a réalisé une émission lumineuse sur le CARL : <http://djej.magicrpm.com/tag/allo+la+terre>

Contacts :
Tél. : 03 20 85 99 19
E-mail: carl@nordnet.fr
Site web : www.astro-carl.com
Permanence : les mercredis de 18h à 23h



CARL

Education à l'environnement et pauvreté

Comment les pauvres perçoivent-ils les questions environnementales ?

Comment les aborder avec eux ? Nous avons posé ces questions à quatre associations travaillant au quotidien avec ces publics. Synthèse.

l'environnement à l'attention de publics précarisés se situe notamment là, dans ce passage du local au global. Pour ce faire, tous les travailleurs sociaux interrogés utilisent les mêmes ressorts généraux : faire se rencontrer les personnes précarisées pour que se construise une pensée et une action collective, en partant d'une situation vécue concrètement.

sociétales sont étroitement liés : « Quand les plus pauvres analysent leur environnement, leur cadre de vie, ils voient parfois l'exclusion et l'exploitation dont ils sont victimes ».

**Propos recueillis par
Christophe Dubois**

*Article paru dans Symbioses n°80,
Le magazine belge de l'éducation à
l'environnement, réalisé par le Réseau
Idée : www.symbioses.be*



PATRICIA HANSENS

« En général, l'environnement n'est pas la première chose qui vient à l'esprit des personnes précarisées. C'est quand les animateurs l'impulsent qu'on peut voir s'il y a un intérêt, raconte Christine Steinbach, des Equipes populaires. Et de rappeler l'importance d'aller à la rencontre de ces publics, afin de les outiller. Régis De Muylder, d'ATD Quart-Monde, précise que la question écologique est un sujet assez récent dans son secteur. « Pour aborder ces questions, dit-il, nous évitons d'employer des concepts lointains, style 'développement durable'. Nous partons plutôt de leur vie quotidienne : le quartier, les factures d'énergie, la mobilité, pour ensuite éventuellement construire collectivement une réflexion globale sur l'écologie. » L'intérêt de l'éducation à

Autre rapport au temps

Aborder l'environnement avec un public précarisé nécessite aussi de changer le rapport au temps. « Pour nombre de pauvres, obligés de changer souvent de logement, le cadre de vie est très éphémère, explique Régis De Muylder. Alors que les questions d'environnement nécessitent une projection dans le temps, les pauvres sont dans l'urgence de la vie quotidienne. Comment parler de comportement durable quand on est dans une logique de survie ? ». Luc Lefèbvre, de Luttes Solidarités Travail (LST), nuance : « L'immédiateté, c'est la culture dominante, qu'on soit riche ou pauvre ». Chez LST, il a travaillé la question du développement durable avec les plus pauvres et rappelle également que environnement et dynamiques

Pourquoi est-il important d'éduquer les plus pauvres à l'environnement ?

« En premier lieu, il faudrait se poser la question à l'envers : pourquoi ne serait-il pas important de travailler avec les groupes sociaux précarisés sur un des thèmes fondamentaux de notre époque ? C'est leur droit, sans aucun doute, de pouvoir prendre part à une éducation à l'environnement adéquate, comme ce l'est pour n'importe quel autre segment de la société. Ce qui ne veut pas dire que cela soit facile ou confortable. Et c'est peut-être cela qui nous fait le plus peur.

Bien souvent, il s'agit d'un des secteurs de la population qui est le moins à même de recevoir une information complète, et de comprendre les enjeux de la crise environnementale. En ne leur offrant pas l'accès à cette connaissance, nous leur nions le droit de participer à cette question cruciale et de décider. C'est une autre forme d'exclusion, invisible.

Miguel Melendro, professeur de la Chaire Unesco d'éducation environnementale et développement durable de l'UNED (Madrid), et directeur de l'Institut de recherche écosociale

Quelle agriculture pour

9 milliards d'êtres humains sont annoncés sur la planète à l'horizon 2050. Si la production mondiale actuelle est potentiellement suffisante pour satisfaire les besoins de chacun, comment faire face à la demande alimentaire à venir ? Notre agriculture a-t-elle vocation à nourrir le monde ?

C'est pour en débattre que le CEDAPAS* a organisé une ferme ouverte en novembre dernier, dans le cadre de la campagne Alimen'Terre. A partir de l'exemple d'une ferme du « nord », nous avons essayé de comprendre les liens entre nos modes de développement agricole et la situation alimentaire mondiale.

Et comme l'alimentation, et donc l'agriculture et les politiques qui l'orientent, sont l'affaire de tous, la Confédération Paysanne, Artisans du Monde, ATTAC et le CCFD se sont associés à cette journée.

L'année 2008 a vu resurgir des émeutes de la faim dans les villes des pays du sud, en Egypte, en Haïti, au Cameroun... liées à la forte augmentation du prix des aliments de base, suite à l'envolée des prix des matières premières agricoles au niveau mondial.

Cette actualité dramatique remet l'agriculture au cœur des débats : au niveau mondial, 45 % de la population vit du travail de la terre. Et même si la situation est devenue intenable pour des millions d'urbains pauvres, la faim et la pauvreté dans le monde touchent encore essentiellement le monde rural : sur 963 millions de personnes qui souffrent de la faim (1 personne sur 6 !), 70 % sont des ruraux, vivant du travail de la terre.

La situation ne s'améliore pas, le nombre de personnes sous-alimentées augmente tous les ans.

L'AUTONOMIE : Une condition de la souveraineté alimentaire !

L'autonomie, qui est au cœur de notre projet d'Agriculture Paysanne, c'est la capacité à vivre sans dépendre du pouvoir agro industriel (et n'être qu'un maillon d'un processus de production industrielle).

C'est aussi une valeur humaine, qui consiste à être maître de

son devenir. Elle implique la responsabilité de nos choix vis-à-vis de notre environnement social, naturel...

Faire le choix d'une agriculture

le droit de choisir sa production agricole et alimentaire, celui de choisir ses modes de production, si dans un pays, l'agriculture est complètement dépendante

de quelques multinationales pour semences, ses intrants, ses techniques... (exemple des OGM ?)

Des pratiques plus autonomes c'est aussi un progrès pour l'environnement naturel car l'autonomie repose sur la valorisation des ressources du milieu, elle

nécessite donc d'avoir des pratiques respectueuses et adaptées au milieu. Moins d'intrants, c'est moins d'énergie, moins de transport, moins de contribution à l'effet de serre...

Des paysans de la région, et notamment dans notre réseau d'Agriculture Paysanne, mettent concrètement en place des alternatives qui vont dans le sens d'une agriculture durable. Mais l'orientation de l'agriculture passe aussi et surtout par la mise en place de politiques solidaires qui permettent à tous les pays de



GRDR

Abreuvement au Mali : difficile de rivaliser avec notre agriculture productive et subventionnée !

plus autonome au Nord, c'est garder plus de valeur ajoutée pour le revenu agricole, et c'est donc permettre à plus de paysans de vivre de leur travail.

C'est aussi moins faire pression sur les pays du Sud pour qu'ils nous approvisionnent en matière premières à bas coût comme le soja.

L'autonomie, c'est donc aller dans le sens d'une souveraineté alimentaire pour tous, mais c'est aussi une des conditions essentielles pour une souveraineté alimentaire effective: A quoi servirait d'obtenir au niveau international

nourrir le monde ?

se développer et de répondre aux besoins alimentaires de leurs populations.

L'échéance du bilan de santé de la PAC (Politique Agricole Commune) fin novembre nous a donné l'occasion de faire le point sur le rôle de notre politique agricole commune sur la situation actuelle, et de faire entendre une autre voix pour réaffirmer que des alternatives existent et sont possibles ! On peut produire, transformer, consommer... mais aussi échanger autrement !

Le budget de la PAC est de 50 milliards d'euros : c'est un levier fort pour faire évoluer l'agriculture européenne... à condition de se fixer des objectifs clairs ! :

■ Mettre la souveraineté alimentaire comme priorité de la politique agricole

- Permettre aux pays ou groupes de pays de protéger leurs productions locales par des barrières douanières

- Cibler la production européenne sur la satisfaction du marché intérieur, abandonner l'objectif de se placer sur le marché mondial pour les produits de consommation courante

■ **Promouvoir au nord un mode de développement cohérent avec les territoires**, encourager une agriculture autonome, notamment en protéines, revoir profondément nos systèmes d'élevage

■ **Favoriser l'emploi et le développement local** par une répartition plus équitable des aides, en lien avec l'emploi agricole, et encourager les filières locales

La PAC a permis dès les années 70 à l'Europe d'atteindre l'autosuffisance alimentaire grâce à l'intervention publique et la protection des frontières. En garantissant un revenu stable aux producteurs, elle a permis l'investissement en agriculture et l'augmentation de la productivité. En tenant compte des erreurs du passé, elle pourrait être un

exemple pour des régions du Sud, si on leur laissait l'opportunité de s'organiser et de se protéger !

Jean-Luc Malpaux,
Emeline Gaboriau, CEDAPAS

* Centre d'Etudes pour le Développement d'une Agriculture Plus Autonome et Solidaire
- Nord Pas de Calais

Brève

Les semaines de la mer

Les 'Semaines de la Mer / Week van de Zee' sont l'occasion de découvrir de manière ludique et récréative le riche mais menacé espace littoral. Randonnées contées, animations sur le poisson durable et autres conférences vont ponctuées trois semaines d'animations intenses (du 24 avril au 17 mai). Inscrites dans le cadre d'un projet transfrontalier franco-belge, les Semaines de la Mer sont aussi l'occasion d'aller découvrir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière.

Pour + de renseignements :
CPPIE Flandre Maritime
03 28 26 86 76 ou
sdm09@nordnet.fr

Rubrique du Point Environnement Conseil

Accueillez les papillons dans votre jardin

Les papillons sont de plus en plus rares, le phénomène s'est accéléré en France depuis 50 ans. Cette disparition est le résultat de l'urbanisation qui porte atteinte aux habitats naturels (zones humides, prairies calcaires, ...). Dans notre région, une espèce comme le Grand Sylvain a totalement disparue. Et pourtant les papillons sont utiles à la biodiversité. Ils participent à la reproduction des plantes en transportant le pollen, ils sont la proie d'oiseaux, insectes et petits mammifères.

Quelques règles simples (éviter les pesticides, choisir des plantes locales appréciées des papillons) et des aménagements minimes peuvent transformer votre jardin en petit paradis pour les papillons : vous contribuerez ainsi à sauver les espèces et rendre votre jardin plus agréable à vivre.

Judicaël Potonnet



Pour obtenir des conseils d'aménagements et repérer les associations spécialisées dans la région, demandez la fiche éco-geste « accueillez les papillons dans votre jardin » disponible gratuitement dans le Point Environnement Conseil proche de chez vous et sur notre site : www.pec5962.org / comment m'impliquer ? Agir en faveur de la biodiversité.

Les rendez-vous réguliers

• **Le 3^{ème} mardi du mois**
Install party : aide à l'installation de logiciels libres ou de Linux
 Lieu : MRES
 Horaires : de 18h30 à 20h30
 Organisation : MRES, Chtinux
 Contact : Christophe Goddon : 03 20 52 12 02 - <http://chtinux.org>

• **Le 2^{ème} jeudi du mois**
Café coopé
 Rencontre débat sur un thème en lien avec la coopération, en mai «Cirque et coopération», en juin « Utopie et coopération ».
 Organisation : Le Pas de Côté
 Lieu : Café Citoyen - 7 place du Vieux Marché aux chevaux - Lille
 Horaires : 19h - 21h
 Contact : 03 20 52 18 48 - contact@lepasdecote.org

Manifestations à la MRES

• **Lundi 20 avril**
Conférence : Tour du Monde en vélo
 Horaires : à partir de 19h
 Organisation : ADAV
 Contact : 03 20 86 17 25

Manifestations

• **Dimanche 26 avril**
Manifestation : Tchernobyl
 Hommage aux victimes de la catastrophe nucléaire.
 Lieu : Grand Place de Lille
 Horaire : 15h
 Organisation : Greenpeace

• **Dimanche 10 mai**
Coquelicot
 Randonnées, marché bio, espaces thématiques (associations, création, bien-être...), spectacles...
 Lieu : 16 route de Canlers - Ruisseauville
 Organisation : A petits pas
 Contact : 03 21 41 70 07
contact@apetitspas.net

• **Du vendredi 15 au dimanche 17 mai**
Fêtez avec nous la maison de demain à Villeneuve d'Ascq
 Un événement festif autour des énergies renouvelables : théâtre d'improvisation, ateliers de démonstration, professionnels, associations et particuliers mettront en valeur l'importance des énergies renouvelables pour un développement durable.
 Lieu : Ferme du Héron
 Organisation : MRES, EIE - Villeneuve d'Ascq
 Contact : eie@mres-asso.org - <http://www.mres-asso.org>

• **Mardi 19 mai**
Conférence-débat
«Crise(s) : comment en sortir ?»
 Médias et politiques nous parlent de crise, Financière, économique, énergétique, écologique, alimentaire, géopolitique... de quelle crise s'agit-il ? Au Nord comme au Sud, il existe des solutions pour bâtir, sur un mode coopératif,

une société durable, équitable et solidaire,
 Lieu : Maison de l'Education Permanente - place G. Lyon - Lille
 Horaire : à partir de 19h
 Organisation : Les Amis de la Terre - ATTAC Villeneuve d'Ascq - CCFD Terre solidaire
 Contact : MRES 03.20.52.12.02 - <http://www.mres-asso.org>

• **Du mardi 19 au mercredi 20 mai**
Rencontre transfrontalières des Parcs naturels : Patrimoines sans Frontière
 Visites thématiques, tables rondes et ateliers de travail
 Lieu : Parc naturel transfrontalier du Hainaut à Péruwels - Belgique
 Organisation : Parc Naturel du Hainaut

• **Samedi 6 et dimanche 7 juin**
Les Roms au coeur de l'Europe XXL
 Dans le cadre de Lille 3000, 2 journées pour mieux comprendre la culture rom : rencontres, débats, animations théâtrales...
 Lieu : Halle Saint-Sauveur - Lille
 Organisation : MRES et le collectif «gens du voyage»
 Contact : 03 20 52 12 02 - <http://www.mres-asso.org>

• **Dimanche 7 juin**
Portes ouvertes du Conservatoire botanique national de Bailleul
 Visites guidées et animations toute la journée.
 Lieu : Hameau de Haendries - Bailleul
 Organisation : Conservatoire botanique national
 Contact : 03.28.49.00.83 - www.cnbl.org

• **Dimanche 14 juin**
Journée Portes Ouvertes de la Ferme du Marais
 Lieu : Ferme du Marais, 1231, rue Grande - 59870 - Warlaing
 Contact : Ferme du Marais 03 27 91 40 46

• **Samedi 27 juin**
Cultures équitables
 Concerts, animations, stands associatifs, animations par les «écolo-bricolo-trouve tout» pour concilier fête et préservation de l'environnement.
 Lieu : Parc Jean-Baptiste Lebas - Lille
 Horaire : 14h-23h
 Organisation : RIF en partenariat avec la MRES
 Contact : 03.28.52.33.96

Expositions à la MRES

• **Du mardi 21 avril au jeudi 7 mai**
L'avenir à un futur
 Le développement durable abordé à la lumière de 13 disciplines scientifiques, de l'agronomie à l'épistémologie. Cette exposition a pour objectif d'éveiller la curiosité et de lancer le débat pour agir.
 Organisation : Les Petits Débrouillards Nord-Pas de Calais
 Animations sur demande au 03.20.52.12.02

• **Du mardi 19 mai au samedi 20 juin**
Biodiversités, nos vies sont liées
 Citations, chiffres, photos et illustrations pour s'interroger et comprendre le lien entre la biodiversité et nos vies.

Brève

Le vélo au service de la ville



Du 24 au 26 avril 2009, l'ADAV accueille, en partenariat avec Ch'ti Vélo, le congrès annuel de la Fédération des

Usagers de la Bicyclette (Fubicy) au Nouveau Siècle. A cette occasion, de nombreuses animations seront proposées au grand public du 20 au 26 avril : balades à vélo, opération de marquage des vélos contre le vol, atelier de réparation, projection de films, conférence-débat, etc.

Retrouvez tout le programme sur www.droitauvelo.org.

Printemps 2009

Publication trimestrielle éditée par : Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités

Directeur de publication : Gérard Minet

Coordinatrice : Patricia Hanssens
 Comité de rédaction et de relecture : Laurence Barras, Colette Bloch, Hélène Chanson, Grégory Cinus, Emmanuelle Latouche, Philippe Roelandt, Janine Taillé, Laureline Vallat, Roch Jullien.

Ont également participé à ce numéro :

Gérard Minet, Gérard Bonnière, Alain Trédez, Roch Jullien, Mireille Havez, Olivier Noel, Anita Villers, Florent Dupuis, Judicaël Potonnet, Vincent Tanguy, Noémie Coppin, Stéphanie Héron, Thomas Larquemain, Jean-Paul Rousselle, Christophe Dubois, Jean-Luc Malpoux, Sébastien Mézière, Isabelle Vandaele, Emeline Gaboriau

Photos : Laurence Barras sauf crédit

Illustration couverture : Boualem Khelifi

Illustration : Boualem Khelifi, Gaëlle Pruvost, Yves Barros, Christian Gasset

Maquette : Mac Munro

Mise en page : Marie-Anne Rabier
 Ce numéro est gratuit
 Valeur 3 euros
 Dépôt légal à parution
 N° ISSN : 1142 1800

Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités Lille-France

23, rue Gosselet 59000 Lille
 Tél. : 03 20 52 12 02
 Fax : 03 20 86 15 56

Mél : mres@mres-asso.org
Site Web : www.mres-asso.org

• Retrouvez le 23 sur le site de la mres : www.mres-asso.org

